



Au sommaire de ce numéro

42

Arles au mois d'août (Bernard Blavette).....	2
La résidence universitaire d'Antony (C. Leroy).....	3
Les retraites, etc... (M. Dindorf).....	4
Notes de lecture (J-M Harribey).....	5
CR réunion CA d'Attac92, Agenda ; Organisation d'Attac	

92..... 6

Réduire l'importance des marchés financiers *J-L Michniak*

Auriez-vous oublié de régler votre cotisation ? N'attendez plus !

Une raison de plus d'adhérer à ATTAC :

A ATTAC, on n'est pas bornés

Partis initialement de préoccupations surtout économiques et sociales, nous avons compris l'imbrication de la crise écologique et de la crise sociale. On ne pourra sauver les écosystèmes sans réduire les inégalités sociales ; et inversement, la justice sociale suppose de résoudre la crise écologique. L'articulation entre mouvements écologiques et sociaux est aujourd'hui au cœur des préoccupations d'Attac.

D'accord, pas d'accord avec les articles de ce numéro ? Réagissez ! Envoyez nous vos articles et annonces. Le prochain numéro paraîtra début novembre.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Thomas Coutrot, coprésident d' Attac, a accordé, le vendredi 17 Septembre, un entretien au journal " *l' Humanité*".

Il explique le sens d' un « **Manifeste des économistes atterrés** » dont il est un des initiateurs . Cet appel a été signé par 350 de ses confrères de différentes sensibilités, communistes, socialistes, marxistes, keynésiens.

Le but : " un véritable débat démocratique sur les choix de politique économique doit être ouvert en France et en Europe."

Thomas Coutrot fait plusieurs remarques importantes:

" Nous sommes atterrés parce que **les politiques libérales sont appliquées avec une vigueur redoublée alors que la crise financière a montré que la libéralisation des marchés aboutissait à une impasse économique et sociale.** Aucune leçon n' a été tirée de la crise. . . Le souci des autorités est d' essayer de protéger les marchés financiers de leurs propres excès mais elles ne mettent pas en cause leur rôle moteur. . .

Nous avançons des propositions qui visent à séparer les marchés afin d' éviter que l' instabilité ne se transmette d' un marché à l' autre."

Pour réduire l'importance des marchés financiers, " nous proposons **la taxation des transactions financières**, dont l' un des effets serait de réduire de façon considérable le volume de la bulle financière. On estime qu' une taxe de 0,1 % sur ces transactions aurait pour effet de réduire leur volume total de 70 à 75% . Aujourd'hui, les marchés financiers ne financent pas l' économie, c' est plutôt l' économie qui les finance . . .

Il faut sortir le financement des Etats des griffes des marchés financiers .

Dans la zone euro, il faut qu' ils puissent se financer directement auprès de la Banque Centrale européenne afin d' éviter l' enrichissement indu des banques. Aujourd'hui, les banques empruntent à la B.C.E. à 1% et prêtent aux Etats à 3,5 ou 10% .

Nota: mercredi 22 septembre, vers 7h50, Thomas Coutrot , invité sur la Radio RFI, rappelait aussi que les responsables politiques étaient davantage préoccupés par la sauvegarde des banques alors que la protection sociale était insuffisamment financée...Il a aussi indiqué que la "réforme des retraites" initialement prévue en 2012, a été anticipée sous la pression des milieux financiers qui voulaient être rassurés .

Du 20 au 24 août s'est tenue en Arles l'Université citoyenne de l'association ATTAC-FRANCE. A l'heure où le mouvement altermondialiste semble marquer le pas, et le processus des Forums Sociaux s'essouffler (tout au moins dans les pays occidentaux), le texte ci-dessous (qui a été publié conjointement dans le mensuel d'analyse socio-économique La Grande Relève - Site internet : <http://economiedistributive.free.fr>) se veut un coup de projecteur en forme de bilan. Bien entendu les prises de positions exprimées ici n'engagent que l'auteur de ces lignes.

Pour ceux qui ne connaissent pas ou peu l'Université Citoyenne d'ATTAC-FRANCE il faut en premier lieu donner un aperçu de l'échelle de l'événement : près de **60 ateliers et séances plénières**, animés par des universitaires, des syndicalistes, ou des militants associatifs, et répartis en 7 filières thématiques traitant de la place de l'art dans la société, aussi bien que des questions écologiques et climatiques, en passant par la crise financière et ses conséquences au nord comme au sud, auxquels s'ajoutent des projections de films parfois en présence du réalisateur. Le fait qu'environ **750 personnes** se soient rassemblées pour s'informer et débattre, parfois plus de huit heures par jour, en plein cœur de l'été et à quelques kilomètres des plages méditerranéennes, constitue en soit un véritable miracle dans notre période d'apathie et de paresse intellectuelle.

Cette année l'université souhaitait mettre l'accent sur **l'émancipation, les biens communs de l'humanité, et la construction des alternatives**. Pour la première fois peut-être **la catastrophe écologique reliée à ses conséquences sociales et politiques** était omniprésente, la toile de fond de la majorité des débats.

L'ambiance est attentive et studieuse et la motivation des militants dopée par la perspective d'une **remontée du nombre d'adhérents**, ce qui signifie que notre association est enfin parvenue à tourner la page des graves dissensions qui avaient failli l'emporter. Les échanges informels entre militants, surtout au repas de midi autour d'une excellente restauration bio pour un prix modique, renforcent la convivialité, l'impression d'œuvrer ensemble pour tenter de redonner à notre monde un visage véritablement humain. La présence de représentants de haut niveau des grandes centrales syndicales (FSU, CGT, SUD, Confédération Paysanne...) et de figures marquantes de la presse (Hervé Kempf, chef du service écologie au Monde..) semblent marquer un regain d'intérêt pour l'association qui, par ailleurs, joue un rôle central dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Pourtant, après cinq jours d'exposés et de débats pour l'essentiel de haute tenue, **une forme de gêne, de manque, le sentiment d'une sorte de vacuité s'imposent**. A cela on peut avancer deux explications complémentaires :

1 – Comme toujours les diagnostics sur les causes des désordres actuels sont clairement énoncés, les problèmes nettement circonscrits, mais **les solutions proposées sont souvent d'une banalité affligeante** : éradication des paradis fiscaux, instauration de taxes globales, défense et extension des services publics, réforme de l'ONU..... toutes mesures éminemment souhaitables mais qui sont ressassées depuis des années. Et l'on remarque alors que **les contributions réellement novatrices proviennent d'intervenants extérieurs à ATTAC** : ces deux jeunes doctorants qui nous exposent avec enthousiasme le mouvement des « Villes en transition » en extension rapide dans le monde entier (1), l'agronome Marc Dufumier (!) qui nous expose la transformation du monde par la généralisation de l'agriculture biologique, ces deux représentants de la Confédération Paysanne qui nous racontent la conférence de Cochabamba, organisée en Bolivie après l'échec de Copenhague, qui rassembla près de 80000 personnes, et où le président Evo Moralès passa une nuit avec les dirigeants syndicaux pour négocier les termes du communiqué final... D'une manière générale toutes les propositions réellement novatrices (salaire de citoyenneté, épreuve de force éventuelle entre la France et les institutions européennes si un jour, par miracle, une vraie gauche venait au pouvoir dans notre pays, processus de décroissance....) sont regardées avec une prudence paralysante par la direction d'ATTAC. Cette dernière semble oublier qu'une vraie politique de gauche, c'est le contraire de l'expertise sûre de son savoir et de son autorité, calibrée et sans saveur comme un produit de supermarché. Une vraie politique de gauche c'est être assez audacieux pour ouvrir toutes grandes les fenêtres et être ensuite capable de surfer sur la bourrasque. Car toute politique véritable est d'ordre expérimental, elle implique des interrogations, des risques, des échecs possibles et donc le courage d'assumer les incertitudes inévitables. Ainsi lorsque l'économiste / sociologue Frédéric Lordon propose de supprimer la Bourse qui constitue l'épicentre des désordres monétaires beaucoup plus qu'elle n'assure le financement des entreprises (rôle qui, beaucoup plus logiquement, devrait être dévolu aux banques), il n'imagine pas que cela va se faire demain, mais il énonce une rupture fondamentale avec le capitalisme, il introduit dans les esprits un élargissement du champ des possibles..... (2)

2 – Les meilleures idées du monde sont de peu d'utilité si on ne se donne pas les moyens de les imposer face aux pouvoirs en place et ATTAC, qui revendique pourtant d'être une association d'éducation populaire *tournée vers l'action*, n'a jamais jusqu'ici engagé de réflexion approfondie sur les **processus à mettre en œuvre pour inverser les rapports de force** aujourd'hui largement en faveur du système dominant. Car personne ne peut sérieusement imaginer que l'oligarchie actuelle se laissera un jour doucement persuader d'abandonner son pouvoir et ses privilèges. Les « actions festives » et autres pantalonnades de rues peuvent bien attirer les médias, mais elles n'impressionnent pas grand monde.

Une vraie réflexion doit donc s'engager au sein de l'association sur les moyens de l'action, de préférence en liaison avec d'autres acteurs du mouvement social. Ces moyens pourraient probablement tourner autour des actions de désobéissance civique et de non violence active, à la manière des « Faucheurs d'OGM », mais dans le cadre de manifestations sinon de masse du moins beaucoup plus larges. Il nous faudra auparavant relire attentivement les grands

prédécesseurs que furent Tolstoï, Thoreau, Gandhi et le pasteur Martin Luther King de manière à affiner nos tactiques et à mettre sur pied une éthique de l'action extrêmement rigoureuse afin de minimiser au maximum les dérapages. Car répétons le, il ne s'agit pas ici d'actions festives et médiatiques, mais comme l'affirmait l'écrivain Romain Rolland, grand admirateur de Gandhi, « du plus rude des combats ». N'oublions jamais que si nous nous satisfaisons de l'actuelle politique de l'autruche (3), si nous nous imaginons qu'il nous suffit de manifestations « bon enfant » pour mettre à bas un système qui est chaque jour un peu plus tenté de recourir à des méthodes utilisées autrefois par ce que l'on avait qualifié de « peste brune », alors nous risquons fort de ne laisser d'autres choix aux générations qui nous suivent que de se référer non plus à Gandhi mais à Jean Moulin.....

Néanmoins, **de par ses capacités d'analyse et son réseau international, ATTAC pourrait constituer un incomparable outil de transformation sociale** pour peu que l'association parvienne à surmonter une certaine frilosité incompatible avec la gravité des désordres présents et surtout à venir. Cela demandera, n'en doutons pas, à ses dirigeants et à ses militants une bonne dose de courage. Souhaitons que la prochaine université d'été qui devrait se dérouler à Fribourg en Allemagne soit ce grand rendez-vous des ATTAC d'Europe (Belgique, Autriche, Danemark.....) qui, face à l'incompétence des classes dominantes, aura une volonté réelle de stimuler les énergies des peuples afin d'envisager une riposte collective à la hauteur des enjeux cruciaux auxquels nous sommes confrontés.

- (1) : Pour plus de détails sur les « Transition Towns » ou TT voir Bernard Blavette « L'heure de désertter » - La Grande Relève n° 1107 – Mars 2010
- (2) : Voir l'interview du sociologue Yves Citton dans la revue *Cassandra* – Été 2010.
- (3) : Il semble cependant que les yeux commencent à se dessiller sur la véritable nature du danger vers lequel nous nous précipitons. En témoignent les nombreuses références à certaines similitudes entre les pratiques (stigmatisation de groupes ethniques, lois liberticides visant à assurer une prétendue « sécurité » et qui violent les traités internationaux signés par la France, notamment en ce qui concerne la protection des enfants, comportements inutilement violent des forces de l'ordre....), l'idéologie du pouvoir français, et le régime de Vichy lors des différentes interventions qui ont ponctué les manifestations du 4 septembre dernier contre la xénophobie d'état. A Marseille, manifestation à laquelle a participé l'auteur de ces lignes, le slogan repris avec le plus d'enthousiasme était « Vichy c'est fini, Sarkozy ça suffit ».

La Résidence Universitaire d'Antony

Christophe Leroy

Cet article paraîtra dans le journal municipal du Plessis Robinson début octobre.

Alors qu'aujourd'hui tout le monde s'accorde, pouvoirs publics compris, à reconnaître la gravité de la situation du logement étudiant en France, la CAHB, la **Communauté d'Agglomération des Hauts De Bièvres** à laquelle notre ville appartient, a, au mois d'août dernier, **détruit 550 logements destinés à la jeunesse estudiantine** sur la Résidence Universitaire d'Antony.

Et malheureusement cela ne serait qu'un début puisque **5 bâtiments sur 7 sont ainsi menacés de destruction** malgré les nombreuses protestations exprimées par différents acteurs du mouvement social.

Même s'ils n'en sont pas les instigateurs principaux, Messieurs Devedjian et Siffredi – Député-Maire de Châtenay Malabry et Président de la CAHB - sont les commanditaires de ce projet néfaste. Ce dossier brûlant est également suivi de près par M. Pemezec. Il a en effet en charge au sein de la CAHB, la Présidence de la Commission d'Urbanisme qui instruit et décide ces destructions.

Ces décisions inadmissibles ne feront qu'accentuer et aggraver une situation déjà catastrophique en matière d'équilibre entre l'offre et le besoin de logements étudiants, surtout dans notre Département.

En effet si notre pays compte **2,2 millions d'étudiants**, nous recensons seulement **160 000 places** proposées par les centres régionaux d'œuvres universitaires et sociales (CROUS). Pourtant ce site exceptionnel par sa géographie, bien desservi par les transports en commun (RER, maillage de bus) est une garantie pour les étudiants résidents de pouvoir aisément se déplacer vers leurs universités et vers les lieux d'enseignements que sont notamment Paris, Orsay, Châtenay Malabry, Créteil ou Nanterre. C'est une chance inespérée d'avoir sur ce territoire une Résidence Universitaire qui soit en mesure de recevoir des étudiants de toute la France et de toutes nationalités. C'est un atout inestimable pour nos entreprises.

Cet entêtement politique à la destruction trouve ses racines dans un objectif qui est au coeur d'un vaste programme immobilier (pour les plus fortunés) qui couvrira également demain les terrains de sports de l'US Métro à la Croix de Berny. Une opération purement spéculative dirigée vers le seul intérêt privé.

Pour toutes ces raisons ce site de la RUA doit rester entièrement dédié au logement social étudiant. Nous y travaillons pour, qu'enfin, l'intérêt général prime sur les intérêts de quelques-uns.

Nous pouvons constater que **nous sommes presque toujours à répondre à une attaque...** que ce soit par une pétition, un livre, un film, une manifestation, nous répondons aux attaques...

Les prédateurs choisissent le domaine, et l'heure de l'attaque après l'avoir préparée pendant des mois, voire des années avec diverses organisations mondiales bien connues de tous : OM... FM... OCD... etc...

Il ne reste plus qu'à défendre maladroitement le domaine attaqué, à mains nues, dans la lenteur et la contradiction démocratique alors qu'il y a chaque fois, urgence...

Nous avons tout faux ! **Il nous faut passer de la manifestation défensive à la manifestation offensive...** de la pétition défensive, à la pétition offensive pour des idées offensives vraiment nouvelles !

Nous devons préparer des attaques légales positives pour un monde meilleur... Nous devons anticiper les attaques, en préparant et en cherchant à imposer d'autres systèmes de vie pour le futur plus ou moins proche !

Les cibles, nous les connaissons depuis 1994, ce sont toutes les cibles de l'AGCS... c'est à dire TOUT, sauf la police, la justice, les impôts et l'armée... quoique, c'est pire, des armées privées, et les sociétés de sécurité privées ont vu le jour en France (comme la Secopex)

La casse des retraites peut s'enrayer en faisant cotiser tout système remplaçant le travail d'un citoyen depuis 50 ans.. Depuis un demi-siècle, l'automatisation, les ordinateurs, les robots ont profité essentiellement aux possédants, aux gros actionnaires, pas aux citoyens, encore moins **aux citoyens privé d'emploi par un robot qui ne cotise pas !** 500 000 chômeurs en 1968... 3 000 000 (et plus) de chômeurs aujourd'hui... faire participer les caisses assedic pour remplir des caisses de retraites n'est qu'un "trompe l'oeil".

Pour le traité constitutionnel Européen, nous aurions dû avoir le choix entre plusieurs traités... et choisir... ils nous ont attiré sur un terrain où nous devions être perdant ou perdant... mais étrangement, nous avons refusé l'unique proposition... pas grave pour eux, ils ont annulé le référendum, et décrété le résultat inverse, sans réaction de la population ! La porte est depuis ouverte à toute les prévarications, le citoyen ne réagit plus ! Et ils prévariquent, et ils cassent, et ils se donnent les biens publics, se donnent les services publics aux travers des actions... si nous ne réagissons pas vigoureusement, la ré-publique n'aura plus rien de publique, tout sera privé et **nous parlerons de Ré-privée et plus de Ré-publique.**

Alors pour les retraites, nous aurions du , depuis longtemps travailler sur le "revenu sociétal" ou "revenu d'existence" (voir Guy Holbecq) ou sur d'autre systèmes généreux, aux antipodes de l'esclavagisme moderne. (Les prédateurs nous veulent plus nombreux, à travailler plus longtemps pour leurs profits, leurs bénéfices, pour leurs yachts, leurs avions, leurs châteaux...)

Proposé à tous les députés il y a quelques années, seule Boutin (UMP !) a parlé du "revenu sociétal"...

Pour lui donner du poids, parlons de "revenu sociétal universel, à appliquer déjà en France et en Europe...**et manifestons pour imposer ce "revenu sociétal universel" !**

Pour préciser ma vision, ce « revenu sociétal universel » **remplace toutes les allocations** de toutes sortes, **met tout citoyen à l'abri, dans la dignité, du chaud, du froid, de la faim, de la maladie** quelle que soit sa position, le jeune poète comme le chômeur et le retraité.

Ce revenu sociétal ne donne accès à aucun luxe, pas de vacances, pas de restaurant... La volonté de travailler reste intacte... c'est un honneur de travailler... même de déboucher un égout, quand on voit la reconnaissance dans les yeux des citoyens... c'est un honneur de pouvoir payer des impôts pour contribuer aux soins, aux retraites, à l'enseignement etc... peu de gens ont la volonté d'être inutile... quelques-uns seulement ont envie "d'arriver" et non de travailler... encore faut-il se mettre d'accord sur une définition du mot travailler. **Travailler, pour moi, c'est faire quelque chose d'utile à tous, sans pourrir la planète...** si une action n'est utile qu'à soi, qu'à un groupe de personnes, ce n'est pas du travail... et contrairement au proverbe, il y a aussi des sots métiers... à définir.

Il est impératif que tout citoyen admis dans la société puisse recevoir ce revenu, qu'il s'appelle Dassault ou Dupond... libre à chacun de l'accepter ou de le refuser. (De Gaulle faisait virer sa "paye" de président de la République à une association d'anciens combattants (?))

Ceci me semble une possibilité, à travailler dans la simplification, pour une période de transition vers quelque chose de bien plus évolué, pour bien plus tard.

Encore un fois, dans l'immédiat, si nous voulons être efficace, nous devons passer à l'offensive dans les idées !

En cette rentrée 2010, trois livres pour dire le constat que le capitalisme est insupportable et dessiner un « après » :

- **Bernard Maris**, *Marx, ô Marx, pourquoi m'as-tu abandonné ?*, Paris, Éd. Les Échappés, 2010.
- **Geneviève Azam**, *Le temps du monde fini, Vers l'après-capitalisme*, Paris, Les liens qui libèrent, 2010.
- **Daniel Tanuro**, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2010.

Pour **Bernard Maris**, dans *Marx, ô Marx, pourquoi m'as-tu abandonné ?*, l'œuvre de Marx est parfaite pour comprendre comment fonctionne le capitalisme : l'exploitation, l'accumulation, la concentration du capital et des richesses, la mondialisation, la marchandisation, la tendance périodique à la baisse du taux de profit et donc les crises. « Marx n'a commis aucune erreur sur le fonctionnement du capitalisme. Il reste le meilleur, le plus grand des économistes. » (p. 119). « La crise qui secoue le monde depuis 2007 relève parfaitement du schéma marxiste. Elle en est même un modèle du genre. Marx l'eût adorée et en eût donné une explication lumineuse. » (p. 136).

Mais, malheureusement, « Marx a tout expliqué à la perfection, et s'est complètement trompé sur ses conclusions. [...] Mais là où il nous abandonne, nous laisse en plan, au bord du chemin de l'histoire, c'est aujourd'hui, au moment où la paupérisation et le saccage du monde ne débouchent absolument sur rien, sauf sur plus de saccage et d'inhumanité. » (p. 119).

Il y a un paradoxe dans ce livre : l'écart entre le caractère jubilatoire du rappel d'une critique radicale, sans aucune concession, du capitalisme, écrite avec une verve que l'auteur du *Capital* n'aurait pas désavouée, et puis un sentiment d'accablement car il ne reste que la « laideur » (p. 111) du capitalisme et l'« absence » (p. 139) du prolétaire. Eh, Tonton Bernard, Grand-père Karl l'a abandonné, mais tu l'as bien cherché. Tu aurais dû faire attention à ne pas te contredire car tu sais combien Grand-père était expert ès contradictions : tu nous dis que le prolétaire est absent et pourtant « la crise annonce donc le retour de la lutte des classes » (p. 137). Qui cette lutte opposerait-elle si l'un des protagonistes avait ainsi disparu ? Et puis, Tonton, si tu veux que « la pulsion de vie triomphe sur celle de mort » (p. 153), ne faudrait-il pas que tu aperçoives un peu la floraison de roses à travers leurs épines ?

De lutte des classes, il n'est pas trop question dans le livre de **Geneviève Azam**, *Le temps du monde fini, Vers l'après-capitalisme*. Ou, plutôt, l'auteur explore une problématique de construction de l'unité entre la lutte sociale et la lutte pour la préservation de la « Terre-Mère ». En prenant comme titre de son livre la phrase célèbre de Paul Valéry écrite en 1931, elle produit un essai qui resitue les limites de la planète. Celles-ci rendent impossible la généralisation d'un mode de production-consommation tel que celui qui s'est imposé, sous l'impulsion d'un capitalisme aujourd'hui planétaire et avec l'assentiment, au cours du vingtième siècle, des mouvements « progressistes » qui voyaient dans le développement infini des « forces productives » le chemin de l'émancipation.

Ce diagnostic est aujourd'hui partagé par tous ceux qui ont pris conscience de la question écologique et l'ambition de Geneviève Azam est ailleurs : elle tente d'élaborer un concept opposé à celui d'appropriation généralisée, les « nouvelles enclosures » qui excluent les populations du « commun ». Enfermer les conditions de l'accumulation du capital à une échelle toujours plus grande dans le cercle de la propriété privée, telle a été la constante de l'histoire du capitalisme. Face à la crise globale du système, préserver et promouvoir les biens communs devient alors crucial. Or nous ne disposons pas encore, hélas, du cadre conceptuel pour les penser.

Ce livre comble-t-il ce manque ? « Les biens sont dits "communs" lorsqu'ils sont considérés comme non appropriables, soit parce qu'ils sont un donné, soit parce qu'ils sont une œuvre commune, fruit d'une histoire collective. » Mais cette distinction entre les biens « naturels » et les « institutions » (p. 163-164) est-elle opératoire puisque « leur [celle des biens naturels] conservation relève d'un choix politique qui en établirait le caractère inaliénable » (p. 176, souligné par moi). Le caractère « commun » de ces types de biens relève donc pour tous les deux d'une décision politique. La réfutation des critères économiques habituels s'érouse alors puisque la politique vise à « assurer la non-concurrence des initiatives locales » (p. 186) qui rappelle la « non-rivalité » des économistes. Pour beaucoup d'économistes en effet, cette non-rivalité est intrinsèque à certains biens, ce qui impose l'intervention de l'État ; pour Geneviève Azam aussi, ils sont « communs de manière intrinsèque » (p. 176). Nous ne sommes donc qu'au début d'un chantier intellectuel et politique. Un chantier qui concerne tous les habitants de la planète, au Nord comme au Sud. Et il se pourrait bien que ceux du Sud soient d'une aide majeure pour faire éclore cette compréhension de la nécessité de préserver le lien de l'humanité avec la Terre qu'elle habite : « N'avons-nous pas à redéfinir un contrat social qui inclue les devoirs vis-à-vis de la Terre, qui trace les limites entre ce que nous savons faire et ce que nous ne devons pas faire ? » (p. 168). Devant « un ordre économique [...] qui s'écroule sur lui-même, [...] les sociétés ne sont pas passives. [...] Les résistances sont des fragments d'une autre histoire, des bourgeons d'utopies concrètes sur une Terre vue de la Terre. » (p. 204). On sort donc d'une « nécessité historique pour retrouver la démocratie » (p. 206).

Daniel Tanuro offre avec *L'impossible capitalisme vert* une réfutation systématique de l'hypothèse d'un capitalisme vert, quelles que soient ses variantes, croissance verte ou Green New Deal. Cette hypothèse est souvent mise en avant par les tenants du capitalisme face à la crise de celui-ci et notamment face au dérèglement du climat que le système provoque inexorablement. L'auteur, très au fait des contributions scientifiques rassemblées dans les rapports du GIEC, en propose une synthèse très actuelle après l'échec de la Conférence de Copenhague. L'origine anthropique du réchauffement de la planète est à peu près certaine, mais cela mérite d'y regarder de plus près.

Ainsi, parce que le dérèglement du climat est inséparable de la logique capitaliste, Daniel Tanuro s'inscrit dans le courant théorique et politique de l'écocritique. Une fois l'utopie de développement illimité des forces productives abandonnée, comment concilier la dignité de tous les humains dont les besoins essentiels seraient satisfaits et l'abandon du productivisme ? « C'est le casse-tête du siècle. » (4e de couverture). On ne pourra pas y parvenir par le biais de critères marchands, dont le marché des droits à polluer est la caricature. « La "question sociale" a dominé le XIXe et le XXe siècle. Le XXIe sera dominé par la question écosociale. [...] Du coup, la conception même de la liberté n'échappe pas à un examen. Car accepter les limites naturelles, respecter les cycles et les rythmes écologiques revient en fin de compte à accepter les limites de l'émancipation possible par rapport au travail, les limites de l'augmentation de la productivité. Donc aussi les limites de la liberté humaine. » (p. 21).

Pour concilier ces deux objectifs, les besoins humains et l'écologie, il faut miser sur les immenses réserves d'énergies renouvelables. Contrairement à l'opinion répandue, l'erreur de Marx n'est pas d'avoir « récusé toute idée de limite des ressources » (p. 269), mais d'avoir ignoré « le passage d'un combustible renouvelable, produit de la conversion photosynthétique du flux solaire, le bois, à un combustible de stock, produit de la fossilisation du flux solaire et par conséquent épuisable à l'échelle des temps, le charbon. » (p. 272-273). Depuis de nombreuses années, Daniel Tanuro propose une vision écologique d'un marxisme original, de façon à retenir le « schéma cyclique évolutif », qui pose « les fondements d'une authentique pensée socio-écologique », et à abandonner le « schéma linéaire » (p. 274) qui a jusqu'ici prévalu.

Avec ce livre, Daniel Tanuro fait à la fois œuvre théorique et politique. Théorique parce qu'il explique que croire en un capitalisme vert revient à croire en un capitalisme « dans lequel la loi de la valeur n'aurait plus cours, ce qui est une contradiction dans les termes » (p. 218-219). Politique parce qu'il esquisse les contours de ce que pourrait être « une transition planifiée consciemment et démocratiquement » (p. 301). Il nous restera collectivement à construire les bases des alliances sociales capables de l'entreprendre.

Ces trois livres ont un point commun : l'intégration à la question marxienne – le refus de l'exploitation – de la question écologique ou vice versa. La déclinaison de cette intégration diffère sensiblement chez les trois auteurs. Cette diversité est nécessaire pour ne pas enfermer l'après-capitalisme dans une vision réductrice. Finalement, puisque ces trois livres tournent, d'une certaine manière, autour du penseur du capitalisme, Marx, soit pour le revisiter, soit pour prendre quelque distance par rapport à lui, il ne nous a peut-être pas si abandonnés que ça. Mais, au lieu de nous montrer l'unique direction à suivre, il nous laisse l'inventer. C'est mieux ainsi.

Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration d' Attac 92 [extraits], à Nanterre, le 25 septembre.

Bilan des actions depuis le précédent C.A. (26 Juin 2010) : Bons échos de plusieurs Forums d'Associations où des groupes locaux Attac avaient un stand (Clichy, Colombes . . .), permettant de mieux faire connaître notre Association altermondialiste parmi le "grand public". Cependant, Jean Quèbre a raison de dire : "il faut être tenace pour faire des adhésions !" Et s'il est nécessaire de recruter (parmi les jeunes, notamment), il faut aussi garder les anciens militants !

Prévisions d'actions pour les mois à venir.

Le Président d' Attac 92 prévoit pour le groupe Clamart que l' Education (scolaire, populaire) soit le thème de l' année ; il indique aussi l' acquisition (en cours) d' un vidéo-projecteur permettant de présenter facilement des films lors de nos débats. Il nous a présenté un DVD intéressant : "Water makes money", comment les multinationales transforment l' eau en argent .

Jean Quèbre rappelle qu' il a 2 DVD à notre disposition: "Bolivie" et "Equateur" pour compléter nos infos sur ce qui se réalise de prometteur et encourageant en Amérique du SUD.

Opinion largement partagée: nos pratiques militantes doivent avoir le plus souvent possible un aspect concret, fun, ludique . . . imaginaire !

Recourir davantage aux choses joyeuses, aux films-discussions en appartements, aux animations de rue, de manifestation, spots "rigolos" sur internet, à l' humour/provoc., scènes de théâtre (ex. compagnie N.A.J.E. à Anthony) ,aux questionnaires/quiz sérieux mais . . . drôles, etc. Etre original, cela fait mieux passer les messages! Nous devons poursuivre notre réflexion sur de nouvelles pratiques militantes!

Participation à la CNCL des 16 et 17 Octobre 2010, à Nanterre.

Cyril Pocreaux nous présentera, au prochain C.A., des propositions de modifications de statut et de règlement intérieur pour Attac 92 .

Nouvelle adresse de notre Siège national: Attac France 21ter, rue Voltaire 75011Paris ; tél. (inchangé) : 01 41 58 17 40 ,mail (inchangé) : attacfr@attac.org

Des discussions très théoriques et intéressantes ont porté sur le degré de radicalité de **notre Association altermondialiste**, sur l' utilité de faire "trancher" , après débats et votes internes , nos militants(tes) sur une **position** concernant un sujet majeur, afin d' avoir une meilleure visibilité aux yeux de l' opinion. Ce serait aussi le moyen d' accroître la crédibilité de nos solutions proposées !

Par exemple, Michel Berger a très judicieusement insisté: il faut d' abord mettre en place un système alternatif (vérifier son efficacité) avant de songer à supprimer brusquement l' ancien dispositif.

Même, à partir de l' existant , on peut envisager des novations: ainsi la Caisse des Dépôts et Consignations (non accessible actuellement aux particuliers), avec une modification adaptée (pas forcément difficile !), pourrait accueillir des comptes comme banque de dépôt, fonctionnant autrement (dans l' esprit de nos objectifs) par rapport aux autres établissements.

Rappel des futurs C.A. (à Nanterre, mais à confirmer par Michel Fenayon) : Samedis, de 10h. à 13h., les 20 Nov. 2010, 22 Janv., 26 Mars , 28 Mai 2011 .

Agenda

- 7 octobre** **Montrouge** **Syndicalisme et luttes sociales actuelles**, avec **Irène Pereira**, sociologue et militante syndicale
20 h 30 Maison des Associations 105 avenue Aristide Briand
Réunion-débat organisée par ATTAC 92
- 8 octobre** **Nanterre** **Conférence-Débat sur l'eau précédée par la projection du film : « Water makes money »**
20 h 30 Agora de Nanterre, 20 rue Stalingrad (métro Nanterre centre-ville)
Organisateurs : Naturellement Nanterre, Consommer et Echanger Autrement à Nanterre, C'est si Bio, Attac 92

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Jean-Louis Montel) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaire : Michel Fenayon secrtaire.attac92@attac.org

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval

Groupe communication : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocreaux

Fichier : Nicolas Lasman, Jacques Pinoteau

Correspondant Electronique Local Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux

Asnières : Guy Rodary

Clamart : Eric Colas

Antony : Cécile Ganeval; François Tonnerieux

Colombes : Bernard Kervella

Fontenay : Hélène Héryn

Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Courbevoie : Annie Reynaud

Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas ; Marjorie Gaudemer

Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2010

NOM (en capitales) : PRENOM : Homme / Femme (rayer la mention inutile)

Date de naissance : Profession :

Adresse : Code postal : Ville : Pays : Téléphone fixe :

..... Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2010 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)